

CAHIERS DE DOLEANCES



2019, sera certainement pour le Président des riches, son gouvernement et pour tous ceux qui ne demande pas un autre partage des richesses une année mouvementée puisque ceux que l'on appelle les Gilets Jaunes n'ont semble t-il pas décidé d'abandonner la lutte autour de nombreuses revendications que la CGT mets sur la table depuis plusieurs années. Par ailleurs, rien ne dit que les organisations syndicales, les mouvements de jeunesse et bien d'autres ne rentrent pas dans la bataille dans ce début d'année.

- Rétablissement de l'impôt sur la fortune,
- Augmentation du SMIC à 1800 € brut par mois pour vivre normalement,
- Indexation des salaires sur l'inflation,
- Une autre politique fiscale, pour un impôt plus juste et mieux proportionné,
- Repenser l'ensemble des aides aux entreprises (C.I.C.E) en redistribuant vers les PME en excluant ces aides aux entreprises du CAC 40 qui distribue qu'aux revenus du Capital,
- Embauche d'inspecteurs des impôts pour s'attaquer à l'évasion fiscale,
- Plafonner les salaires des Patrons du CAC 40,
- Baisser la TVA pour les produits de première nécessité, notamment l'énergie,
- Rétablissement PARTOUT des services publics de proximité,
- Retraite à 60 ans par répartition,
- Partage du temps de travail vers les 32 heures sans perte de salaire pour créer des emplois.

Les riches et les entreprises sont privilégiés dans la politique de ce gouvernement au non du soi-disant ruissellement (plus j'aide les riches et plus j'aide les entreprises dans les allègements de cotisations sociales, plus le gouvernement nous fait croire que ces cadeaux repartiront dans l'économie, les investissements et par conséquent dans l'emploi), discours que nous entendons depuis plus de 40 ans sans aucun résultat. Au nom de la compétition, au nom du marché c'est la dégradation constante des garanties collectives et protections des travailleurs et des services publics dans notre pays.

Il nous faut de toute urgence sortir de la pensée des politiques néolibérales avec tout son lot de brutalité économique, d'instabilité dans le monde et de dégât pour la planète et reprendre confiance dans le modèle social Français, fondé sur un haut degré de solidarité, une fonction publique intègre et dévouée, un droit du travail protecteur, des services publics de qualité et accessibles à toutes et tous.

Pour cette dynamique de progrès, de bien-être et de liberté, il est temps de donner du pouvoir d'agir au Peuple dans l'entreprise et la cité. Ce que l'on nomme démocratie et fraternité.